



Communauté genevoise d'action syndicale

Organisation faîtière regroupant l'ensemble des syndicats de la République et canton de Genève // info@cgas.ch
Rue des Terreaux-du-Temple 6, 1201 Genève - tél. 0041 22 731 84 30 fax 731 87 06 - ccp 85-412318-9

Monsieur Pascal Crittin
Directeur de la RTS
Quai Ernest-Ansermet 20
1211 Genève

Genève, le 19 novembre 2019

Concerne : projet de délocalisation de plusieurs centaines d'emplois

Monsieur le directeur,

La CGAS, Communauté Genevoise d'Action Syndicale, organisation faîtière regroupant l'ensemble des syndicats de la République et canton de Genève, partage les inquiétudes de sa composante, le SSM Genève, concernant la délocalisation de quelque 300 employé-e-s de Genève à Écublens.

La modification du lieu de travail de près d'un quart du personnel de la RTS à Genève aura immanquablement un coût social considérable. Étant donné l'âge moyen de vos employé-e-s et des métiers spécialisés qu'elles et ils exercent, le risque est fort de les retrouver en partie à la charge des services sociaux, donc de la collectivité qui devra absorber la casse consécutive au projet que vous êtes en train d'orchestrer.

Le monde syndical genevois connaît les risques encourus par les employé-e-s lors d'une délocalisation d'entreprise : temps de déplacement supplémentaire non payé, répercussions sur la santé, sur la vie privée et l'organisation familiale, double peine pour les femmes qui travaillent à temps partiel et continuent à assumer la majorité des charges quotidiennes, qui seront les grandes perdantes du bouleversement annoncé.

Les syndicats genevois ont soutenu l'audiovisuel de service public, et ses quelques 12'000 emplois directs et indirects lors de la campagne contre l'initiative « no billag » en 2018. Elle s'est réjouie, avec le personnel de la RTS, du soutien genevois à hauteur de 74,8 % à la production audiovisuelle de service public. Le jour-même de la votation, la CGAS a été choquée, comme d'autres, par l'annonce de la direction de la SSR de la mise en œuvre d'un plan d'économie de 100 millions, imposé à un personnel déjà touché par des restructurations et par une surcharge de travail chronique.

La CGAS a soutenu la mobilisation des employé-e-s de la RTS et de leur syndicat pour obtenir une véritable consultation du personnel, et a félicité le SSM de l'avoir obtenue.

Il y a quelques semaines, de nouvelles coupes budgétaires ont été annoncées. La CGAS déplore que des licenciements soient à nouveau envisagés alors que les propositions

d'économies alternatives issues de la consultation du personnel présentent encore un potentiel significatif permettant d'éviter de toucher à l'emploi.

Dans ce contexte, la CGAS partage l'incompréhension de sa composante, le SSM, au sujet de la poursuite coûte que coûte du projet Campus RTS à Ecublens, qui cumule un coût élevé (110 millions) et des conséquences sociales indignes d'une entreprise financée par la redevance.

Pour la CGAS, la RTS n'a pas vocation à investir le produit de la redevance et toute l'énergie de son personnel dans un projet immobilier, aussi futuriste soit-il aux yeux du management. Elle a l'obligation morale de donner la priorité à la production de contenus audiovisuels de qualité répondant aux attentes de tous les publics. Il n'y a qu'une seule manière d'atteindre cet objectif : entendre les professionnel-le-s de l'audiovisuel sur les conditions qui leur sont nécessaires pour produire de la qualité dans un contexte économique donné.

La CGAS est particulièrement préoccupée par la décision de centraliser l'Actualité tri-média à Écublens, qui présente un risque réel pour la qualité de l'information et la démocratie. Il est illusoire d'imaginer préserver la diversité des points de vue en centralisant le lieu de travail des producteurs et productrices de contenus.

Elle déplore en particulier la marginalisation de Genève, ville qui abrite de nombreuses organisations internationales, dont l'Organisation Internationale du Travail.

La CGAS ne croit pas qu'en maintenant le déménagement du département « news » de la télévision de Genève à Écublens, la SSR ait réellement pour objectif « de préserver l'emploi et les programmes tout en diminuant les coûts »¹.

Elle demande à la direction de la RTS de renoncer à son projet de délocalisation et de se tourner vers son personnel pour trouver avec lui comment utiliser au mieux l'argent de la redevance pour un service public audiovisuel au service de tous les publics, dont celui des salarié-e-s que nous représentons.

La CGAS assure sa composante et les membres du SSM Genève de son soutien dans les actions qu'ils et elles entreprendront pour la préservation des emplois et des conditions de travail des professionnel-le-s de l'audiovisuel de service public.



Alessandro Pelizzari
Président CGAS



Davide De Filippo
Co-président CGAS

¹ Tribune de Genève du 12 novembre 2019